



**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU LIBOURNAIS**

Envoyé en préfecture le 18/11/2022
Reçu en préfecture le 18/11/2022
Publié le
ID : 033-200070092-20221116-2022_11_272-DE

SÉANCE DU 16 NOVEMBRE 2022

2022-11-272 – 1/3

Nombre de conseillers composant le Conseil Communautaire : 78

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 77

Date de convocation : 09/11/2022

L'an deux mille vingt deux, le seize novembre à 18 H 00, le Conseil communautaire s'est réuni, en la salle Sully à Coutras, sous la présidence de Monsieur Philippe BUISSON

Présents : 48

Philippe BUISSON, Président, Jacques LEGRAND, Vice-Président, Fabienne FONTENEAU, Vice-présidente, Hervé ALLOY, Vice-président, Jean-Philippe LE GAL, Vice-Président, Jean-Luc LAMAISON, Vice-président, Eveline LAVAURE-CARDONA, Vice-présidente, Laurent KERMABON, Vice-président, David REDON, Vice-Président, Thierry MARTY, Vice-Président, Alain JAMBON, Vice-président, Jean Louis ARCARAZ, Conseiller délégué, Jean-Luc DARQUEST, Conseiller délégué, Brigitte NABET-GIRARD, Conseillère déléguée, Gabi HOPER, Conseillère déléguée, Denis SIRDEY, Conseiller délégué, Michel MASSIAS, Conseiller délégué, Jean-Pierre ARNAUD, Pierrick BALLESTER, Armand BATTISTON, Sophie BLANCHETON, Joachim BOISARD, Emeline BRISSEAU, Marianne CHOLLET, Mireille CONTE-JAUBERT, Jérôme COSNARD, Jean Louis D'ANGLADE, Christophe DARDENNE, Philippe DURAND-TEYSSIER, Hélène ESTRADE, Lionel GACHARD, Christophe GALAN, Philippe GIRARD, Patrick HUCHET, Patrick JARJANETTE, Monique JULIEN, Michèle LACOSTE, Bruno LAVIDALIE, Martine LECOULEUX, Jocelyne LEMOINE, Frédéric MALVILLE, Pierre MALVILLE, Paquerette PEYRIDIEUX, Laura RAMOS, Marie-Claude SOUDRY, François TOSI, Josette TRAVAILLOT, Jean-Philippe VIRONNEAU

Absents : 20

Chantal GANTCH, Sébastien LABORDE, Michel MILLAIRE, Jean Claude ABANADES, Bernard BACCI, Jean-Luc BARBEYRON, Didier CAZENAVE, Renaud CHALLENGEAS, Sandy CHAUVEAU, Christophe GIGOT, Marie-Noëlle LAVIE, Gonzague MALHERBE, Pierre-Jean MARTINET, Gérard MOULINIER, Edwige NOMDEDEU, Alain PAIGNE, Christophe-Luc ROBIN, David RESENDÉ, Baptiste ROUSSEAU, Michel VACHER

Absents excusés ayant donné pouvoir de vote : 9

Patrick MERCIER pouvoir à Marianne CHOLLET, Laurent DE LAUNAY pouvoir à Brigitte NABET-GIRARD, Bernard GUILHEM pouvoir à Joachim BOISARD, Marie-Sophie BERNADEAU pouvoir à Thierry MARTY, Julie DUMONT pouvoir à Laurent KERMABON, Fabienne KRIER pouvoir à Bruno LAVIDALIE, Odile LUMINO pouvoir à Michel MASSIAS, Laurence ROUEDE pouvoir à Philippe BUISSON, Agnès SEJOURNET pouvoir à Jean Louis ARCARAZ

Madame Fabienne FONTENEAU a été nommée secrétaire de séance

TRANSPORT ET MOBILITES DOUCES

RÈGLEMENT INTERVENTION POUR POUR L'ACQUISITION D'UN VÉLO

Envoyé en préfecture le 18/11/2022 - 2/3

Reçu en préfecture le 18/11/2022

Publié le

ID : 033-200070092-20221116-2022_11_272-DE

Sur proposition de Monsieur Philippe BUISSON, Président, en l'absence de Monsieur Patrick MERCIER, Vice-président en charge des transport et des Mobilités douces

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu les dispositions de l'arrêté préfectoral en date du 28 décembre 2011 actant la création de la Communauté d'agglomération du Libournais (La Cali) et l'arrêté du 29 novembre 2016 actant l'extension de son périmètre, et lui conférant de droit la qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM),

Vu l'article L.3111-7 du code des transports disposant qu'une AOM est compétente pour l'organisation des transports sur son ressort territorial.

Vu l'article L1231-1-1 du code des transports prévoyant que l'AOM est compétente pour organiser des services relatifs aux mobilités actives ou contribuer au développement de ces mobilités.

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Libournais,

L'actualité de ces derniers mois, a mis en avant des défis majeurs, qu'ils soient climatiques, environnementaux, sociaux, économiques..., que nous devons collectivement relever aux travers des politiques publiques.

La politique des mobilités est un des outils qui peut contribuer à y répondre.

La création du réseau Calibus, du fait de l'offre ambitieuse de transports proposée, accompagnée de l'instauration de la gratuité, a été le 1^{er} axe de réponses à ces défis en promouvant notamment la sobriété énergétique.

Pour y répondre encore plus efficacement d'autres actions alternatives à l'usage individuel de la voiture doivent être déployées sur le territoire comme le développement de l'usage du vélo.

En effet, le vélo est un mode de transport alternatif permettant à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'améliorer la qualité de l'air, de diminuer la congestion urbaine, d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages.

Aussi, La Cali souhaite mettre en place un dispositif d'aides pour l'acquisition de vélo dans les conditions suivantes :

- **Les types d'équipements éligibles (neufs ou d'occasion) :**
 - vélos classiques (hors sports et loisirs)
 - vélos à assistance électrique,
 - vélos cargo, allongé, pliant et adapté aux handicaps (électriques, ou mécaniques)
 - kit d'électrification d'un vélo déjà existant.

- **Les bénéficiaires et niveau d'aides :**
 - Une aide réservée à toute personne majeure d'un même foyer
 - Le montant de l'aide sera différencié en fonction du revenu fiscal de référence par personne plafonné à 40% du coût d'achat (idem que l'Etat) :
 - vélo classique de 100 à 200€
 - vélos à assistance électrique de 200 à 400€
 - vélos cargo, allongés, pliants et vélos adaptés aux handicaps de 300 à 400€
 - kit d'électrification d'un vélo (neuf) de 100 à 300€

- **Les modalités d'acquisition :**
 - Achat exclusivement auprès de professionnels (y compris sur internet) avec facture au nom de la personne qui effectue la demande d'aide.

- **La procédure de demande d'aides :**
 - Demande d'aide en ligne
 - Le traitement des demandes sera assuré par le service transport. Elles seront composées :
 - D'un dossier complété (avec acceptation du règlement intérieur, attestation sur l'honneur de ne pas revendre le vélo)
 - De l'avis d'imposition des demandeurs,
 - D'un document d'identité,
 - D'une facture acquittée au nom du demandeur,
 - D'un RIB.

Vu l'avis du Bureau communautaire du 7 novembre 2022,

Après en avoir délibéré,
Et à l'**unanimité** (57 conseillers présents ou ayant donné pouvoir),

Le Conseil communautaire décide :

- d'autoriser l'instauration de ce dispositif sur le territoire de La Cali,
- de valider le règlement d'intervention (annexé à la présente délibération),
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant à signer ce règlement et tous les documents afférents à la mise en œuvre de ce dispositif.
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à attribuer les subventions dans les limites des crédits ouverts au budget

Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en Sous-Préfecture et de la publication, mise en ligne sur le site de La Cali le

22 novembre 2022

Fait à Libourne

Le Président informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Le Président,
Philippe BUISSON

Pour expédition conforme
et par délégation
Philippe BUISSON, Président
de la Communauté d'Agglomération du
Libournais



SUBVENTION POUR L'ACQUISITION DE VÉLOS RÈGLEMENT D'INTERVENTION

L'actualité de ces derniers mois, a mis en avant des défis majeurs, qu'ils soient climatiques, environnementaux, sociaux, économiques..., que nous devons collectivement relever aux travers des politiques publiques.

Dans ce contexte, La Cali, autorité organisatrice de la mobilité, souhaite œuvrer concrètement pour les mobilités actives sur son territoire et dynamiser la pratique du vélo sous toutes ses formes.

La stratégie mobilités actives de La Cali s'appuie sur plusieurs axes dont celui visant à favoriser la pratique du vélo par ses habitants dans le cadre de leurs déplacements quotidiens.

Afin d'accompagner les habitants du territoire vers le choix de ce mode déplacement, La Cali met en place un dispositif d'aide à l'acquisition de vélos (neufs ou d'occasion). Les types de matériel éligible sont :

- vélos classiques (hors sports et loisirs et vélos enfants)
- vélos à assistance électrique,
- vélos cargo, allongés, pliants et vélos adaptés aux handicaps (électriques, ou mécaniques)
- kit d'électrification de vélos standards déjà existants.

Les vélos ayant un caractère de loisirs ou de sport (VTT, Vélo de courses...) sont exclus du dispositif.

1. Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les droits et obligations de La Cali et du bénéficiaire de l'aide pour l'acquisition de vélos à assistance électrique, vélos pliants, vélos cargos, tricycles pour adultes, et dispositifs d'électrification de vélos standards (hors activités de location), ainsi que les conditions d'octroi de cette aide.

2. Bénéficiaires

Pourront bénéficier de l'aide financière à l'achat les personnes physiques majeures justifiant de leur résidence principale dans l'une des communes de La Cali dont le revenu fiscal de référence par personne est inférieur ou égal à 26 000€.

Le montant de l'aide est différencié en fonction du revenu fiscal de référence par personne selon les tranches suivantes :

- Tranche inférieure ou égale à 6 300 € par part fiscale
- Tranche entre 6300€ et 13 489 € par part fiscale
- Tranche entre 13 489€ et 26 000€ par part fiscale

Une seule aide à l'achat sera attribuée par personne adulte du foyer fiscal, et elle n'est pas renouvelable.

Les personnes morales sont exclues du dispositif d'aide.

3. Montant de la subvention

L'aide allouée par La Cali prendra la forme d'une subvention.

Le montant de la subvention est plafonné à 40% du coût de l'achat, dans les limites suivantes :

Montant de l'aide			
	Particulier dont le revenu fiscal de référence par part est inférieur ou égal à 6 300 € ou personne en situation de handicap	Particulier dont le revenu fiscal de référence par part est supérieur à 6 300€ et inférieur ou égal à 13 489 €	Particulier dont le revenu fiscal de référence par part est supérieur à 13 489 € et inférieur à 26 000 €
	Aides plafonnées à 40% du coût d'achat, dans la limite de :		
Vélo classique	200 €	150 €	100 €
VAE	400 €	300 €	200 €
Vélos électriques cargo, allongé, pliant et adapté aux handicaps	500 €	400 €	300 €
Vélos non électriques cargo, allongé, pliant et adapté aux handicaps non électriques	500 €	400 €	300 €
Kit d'électrification d'un vélo (neuf)	300 €	200 €	100 €

Le montant de la subvention sera calculé sur la base du prix d'achat TTC. Elle pourra se cumuler avec celle de l'Etat.

Le bénéficiaire devra formuler sa demande de subvention dans les conditions définies à l'article 6 dans les deux mois suivants l'acquisition du vélo.

L'attribution de l'aide ne constitue pas un droit pour les personnes remplissant les conditions légales pour l'obtenir. Ces personnes doivent remplir un certain nombre de conditions pour pouvoir en bénéficier, mais le fait qu'elles les remplissent ne leur garantit pas pour autant l'octroi de ladite aide. La décision appartient à la seule autorité publique.

4. Modèles de véhicules éligibles

Les véhicules éligibles doivent être neufs ou d'occasion et répondre aux définitions suivantes établies conformément aux dispositions de l'article R. 311-1 du Code de la route :

- cycle : véhicule ayant au moins deux roues et propulsé exclusivement par l'énergie musculaire des personnes se trouvant sur ce véhicule, notamment à l'aide de pédales ou de manivelles ;
- cycle à pédalage assisté : cycle équipé d'un moteur auxiliaire électrique d'une puissance nominale continue maximale de 0,25 kilowatt, dont l'alimentation est réduite progressivement et finalement interrompue lorsque le véhicule atteint une vitesse de 25 km/h, ou plus tôt si le cycliste arrête de pédaler.

Les vélos à assistance électrique et les dispositifs d'électrification éligibles doivent répondre à la norme NF EN 15194, et les vélos pliants répondre à la norme EN ISO 4210-2 avril 2018.

5. Conditions d'éligibilité

L'achat devra être exclusivement fait auprès de professionnels (y compris sur internet). Les achats de vélos sur les sites internet de vente entre particuliers sont exclus du dispositif.

6. Contenu du dossier de demande de subvention

Le dossier de demande de subvention pour l'achat doit comporter les éléments suivants :

- Le formulaire de demande d'aide complété et signé ;
- Un justificatif de domicile de moins de 3 mois ;
- Une copie de la pièce d'identité du bénéficiaire (Carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire) ;
- Une copie de la facture d'achat, à son nom propre, « certifiée acquittée » par le vendeur (il est précisé que le ticket de caisse n'est pas une pièce comptable et qu'à ce titre il ne peut se substituer à une facture d'achat) précisant le modèle acheté avec ses caractéristiques techniques. La facture doit être postérieure à la mise en place du dispositif d'aide à l'achat ;
- Le dernier avis d'imposition faisant apparaître le revenu fiscal de référence et le nombre de parts fiscales ;
- Le Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire ;
- L'attestation sur l'honneur :
 - de ne pas revendre le véhicule ou dispositif d'électrification aidé dans les trois ans sous peine de restituer l'aide à La Cali ;
 - d'acceptation du règlement d'intervention en vigueur ;

En cas de dossier non-complet, les services de la Cali adresseront au demandeur la liste des pièces et informations manquantes, qui devront être retournées dans un délai d'un mois. A défaut de régularisation dans un délai d'un mois, le dossier sera réputé incomplet et la subvention sera refusée.

7. Modalités d'attribution

Les dossiers de demande de subvention seront traités, complets, selon leur ordre d'arrivée.

La Cali, après vérification du respect par le demandeur des conditions d'éligibilité, versera en une seule fois la subvention au bénéficiaire par virement bancaire ou postal.

8. Modalités pratiques

Le bénéficiaire pourra formuler sa demande d'aide et transmettre les justificatifs nécessaires à La Cali sur le site internet www.lacali.fr.

Les personnes ne pouvant réaliser les démarches par internet peuvent s'adresser à La Cali aux coordonnées suivantes :

Communauté d'agglomération du Libournais
42 rue Jules Ferry
33503 Libourne Cedex
Tel : 05.24.24.22.26
Courriel : mobilitesactives@lacali.fr

Le présent règlement peut être transmis sur simple demande adressée à la Communauté d'agglomération ou téléchargé sur le site de La Cali.

9. Sanctions en cas de détournement de l'aide à l'acquisition ou de fausse déclaration et retrait de la subvention

Le détournement de l'aide notamment en cas d'achat pour revente est qualifié d'abus de confiance et rend son auteur passible des sanctions prévues par l'article 314-1 du code pénal.

Toute déclaration frauduleuse ou mensongère est sanctionnée par les articles 313-1 et 441-6 du code pénal

La CALI pourra retirer la subvention accordée et exiger son remboursement en cas de non-respect des conditions du présent règlement d'intervention.

10. Protection des données personnelles

La Cali s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, dont le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil en date du 27 avril 2016, entré en vigueur le 25 mai 2018 (ci-après : le « RGPD (Règlement général sur la protection des données) »).

La Cali s'engage à ne procéder à aucun traitement de donnée à caractère personnel hormis les seuls traitements nécessaires à l'instruction et à l'attribution de la subvention objet du présent règlement.

Ces données pourront être anonymisées pour la réalisation d'études sur la mobilité et pourront à cette fin être communiquées à des partenaires ou prestataires de La Cali.

Ainsi, le présent règlement conduit La Cali à traiter des données à caractère personnel en qualité de Responsable de Traitement pour accomplir l'ensemble de ses missions qui lui sont dévolues. La Cali déclare ne traiter que des données strictement nécessaires à l'accomplissement desdites missions.

Cependant, les données à caractère personnel seront conservées par La Cali le temps nécessaire au respect de ses obligations contractuelles ou pour lui permettre de faire valoir un droit en justice.

Par ailleurs, en application du RGPD, La Cali assure à toutes les personnes concernées une capacité à exercer le cas échéant les droits suivants sur leurs données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition pour des motifs tenant à leur situation particulière, droit à la limitation du traitement, et le cas échéant, droit à la portabilité de leurs données. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données après leur décès.

Enfin, La Cali a désigné en sa qualité de Responsable de Traitement, un Délégué à la Protection des Données qui peut être contacté soit par messagerie électronique via le courriel rgpd@girondenumerique.fr.

11. Durée

Le présent règlement entrera en vigueur au 17 novembre 2022.